

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 28 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EVONIK OIL ADDITIVES SAS

Port du Rhin
BP 40027
67630 Lauterbourg

Références : 0006702736/MM/AG
Code AIOT : 0006702736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement EVONIK OIL ADDITIVES SAS, implanté Port du Rhin BP 40027 67630 Lauterbourg. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVONIK OIL ADDITIVES SAS
- Port du Rhin BP 40027 67630 Lauterbourg
- Code AIOT : 0006702736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Evonik Oil Additives appartient au groupe allemand Evonik.

Le site de Lauterbourg (environ 40 personnes) exploite des activités de chimie industrielle classées Seveso Seuil Haut. Il fabrique des additifs pour lubrifiants et pétrole brut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modification des installations
- Liquides inflammables
- Rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
3	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 9.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fonctionnement plateforme	Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 2.1	Sans objet
2	Modification des installations	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46-II	Sans objet
4	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 15.10	Sans objet
5	Liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats font état d'une non-conformité pour absence de rétention, dans un local de stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols. Une mise en demeure est proposée pour cette non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fonctionnement plateforme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 2.1
Thème : Risques chroniques, Rejets eaux usées
<p>Prescription contrôlée : Article 2.1 – Convention entre l'exploitant et la société Rohm & Haas</p> <p>Des dispositions conventionnelles sont établies entre l'exploitant et la société Rohm & Haas, aux fins de définir leurs responsabilités respectives. Ces dispositions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. précisent les limites des équipements et installations qui relèvent de la responsabilité de chaque exploitant 2. désignent clairement, pour chacun des exploitants en ce qui concerne les parties communes des différentes installations, les responsabilités de nature organisationnelle (gestion de la sécurité et des pollutions, service de maintenance ...) et de nature matérielle (utilités, moyens incendie, confinements ...) 3. précisent les règles d'interface et les conditions d'informations mutuelles des sociétés signataires, en cas de modifications des installations. <p>La convention entre l'exploitant et la société Rohm & Haas est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Toute modification de la convention doit être portée immédiatement à la connaissance du préfet.</p>
<p>Constats : Les sociétés EVONIK (exploitant) et DOW (société voisine, anciennement Rohm & Haas), ont adopté un mode de fonctionnement de type « plateforme » avec des interactions à plusieurs niveaux (gestion des stocks, gestion des rejets eaux, partage de locaux de stockage, etc.). L'Inspection a souhaité vérifier si les rôles et responsabilités de chacun étaient bien déterminés, afin de garantir la sécurité des installations.</p> <p>L'exploitant a fourni à l'Inspection la convention nommée : « GESTION DES INTERFACES ENTRE LES SOCIETES DE LA PLATEFORME DE LAUTERBOURG » datée du 03/01/2022.</p> <p>Cette dernière définit les rôles et responsabilités de chacun dans différents domaines comme : la formation, le gardiennage, la gestion des déchets, la logistique, etc.</p> <p>A titre d'exemples, les rejets des eaux usées et les rétentions déportées sont gérés par la société</p>

DOW à l'aide d'une station de traitement des eaux. Les moyens incendies de type sprinklers/déluge, détection incendie, RIA et exutoires de fumées sont également entretenus par la société DOW.

Ce point n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46-II

Thèmes : Situation administrative, Modification des installations

Prescription contrôlée :

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1, inclus dans l'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Par courrier du 25 avril 2023, l'exploitant a transmis à la préfète un dossier de porter à connaissance d'un projet de modification de ses installations.

Le projet consiste à installer un réservoir de 70 m³ d'acrylate de 2-éthylhexyle (2-EHA, classé dangereux) et trois réservoirs de 70 m³ de produits finis (Viscobase 11-522, classé non dangereux). L'Inspection s'est rendue sur les lieux des modifications projetées dans le cadre de l'instruction de la demande. La construction des installations a débuté, mais elles ne sont pas encore mises en service.

Le projet a fait l'objet d'un rapport de l'Inspection. Il est jugé notable mais non substantiel au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que son Étude De Dangers (EDD) devra être mise à jour, conformément à l'article L515-39 du code de l'environnement.

Ce point n'appelle pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 9.2.2

Thèmes : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

9.2.2. Capacités de rétention (Art 10 - AM 02/02/98)

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
100 % de la capacité du plus grand réservoir,
50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
[...]

Constats :

Le bâtiment de stockage L026 contient des fûts et IBC de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Certains de ces produits sont classés dangereux et d'autres non dangereux.

Cet espace, d'environ 3000 m², est occupé pour moitié par l'exploitant et ne dispose pas de rétention (ni locale, ni déportée).

Ce point est non conforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 9 mois

N° 4 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 15.10
Thèmes : Risques accidentels, État des stocks, FDS
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du Code du travail. [...]
Constats : Suite au précédent constat, l'Inspection a souhaité vérifier l'état de stocks du bâtiment L026. L'exploitant a fourni un fichier contenant la liste des produits présents. Le volume total de produits stockés dans ce local est de 916 tonnes en fûts et IBC. Aucun produit inflammable n'a été relevé. Certains des produits sont classés dangereux. L'ensemble des produits sont notés comme étant combustibles. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a fourni les FDS (Fiches de Données de Sécurité) de 2 produits présents : Viscobase 11-524 et Viscobase 11-522. Ces derniers ne sont pas classés dangereux mais portent la mention : « 6.2 Précautions pour la protection de l'environnement : Ne pas rejeter dans la terre/le sous-sol. Ne pas rejeter dans les canalisations d'égout/les eaux superficielles/les eaux souterraines ». Ce point n'appelle pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.13
Thèmes : Risques accidentels, Proximité avec un liquide inflammable
Prescription contrôlée : III. - Les cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles, dès lors qu'elles répondent aux conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, sont conformes aux dispositions suivantes : Chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles est divisée en zones de collecte. La surface unitaire de chaque zone de collecte est inférieure ou égale à 1 000 m ² et compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie ou dispositif équivalent, prévu à l'article VI.5 du présent arrêté. A chacune des zones de collecte est associé un dispositif de rétention, dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention.
Constats : Le contrôle de la prescription suscitée a été réalisé sur le bâtiment de stockage L026. Ce bâtiment est prévu par l'exploitant pour une activité de stockage de liquides non inflammables, ce qui a bien été vérifié sur place par l'Inspection. Bien que les produits présents soient combustibles, ce stockage ne répond pas aux conditions de proximité avec un liquide inflammable. Les dispositions de la prescription contrôlée ne s'appliquent donc pas. Ce point n'appelle pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suites

